

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Préface	9
Liste des principales abréviations	17
Avant-propos	21
Introduction	25

TITRE I

L'exécution d'un arrêt : vue panoramique et enjeux pratiques

CHAPITRE I

L'EXÉCUTION D'UN JUGEMENT ADMINISTRATIF ET LES DROITS DE L'HOMME

Section 1

L'article 6 de la CEDH	31
------------------------------	----

Section 2

D'autres dispositions de la CEDH	35
--	----

Section 3

Un contrôle assez étendu de l'exécution effective	36
---	----

Section 4

Mise en contexte de l'arrêt <i>Süzer et Eksen Holding A.Ş. c. Turquie</i>	38
---	----

CHAPITRE II PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Section I

L'exécution des arrêts du Conseil d'État, état des lieux législatif et jurisprudentiel	44
---	----

§ 1. Relevé des dispositions législatives pertinentes	44
§ 2. Un balisage jurisprudentiel	46

Section 2

Brève typologie des arrêts du Conseil d'État	48
---	----

§ 1. Les arrêts de suspension	50
§ 2. Les arrêts de rejet au contentieux de l'excès de pouvoir	51
A. <i>L'objet de l'autorité de chose jugée</i>	52
B. <i>Une autorité relative</i>	53
C. <i>Rejets de recours dirigés contre des actes à portée réglementaire</i>	55
D. <i>Rejets de recours dirigés contre des actes individuels</i>	56
§ 3. Les arrêts ordonnant la réouverture des débats	57
§ 4. Le contentieux de la cassation administrative	58
A. <i>Les ordonnances</i>	59
B. <i>La nature de la compétence exercée est-elle toujours un critère de distinction pertinent ?</i>	60
C. <i>La force obligatoire de la cassation administrative à l'égard de l'administration</i>	62

CHAPITRE III L'INTERPRÉTATION DES ARRÊTS D'ANNULATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Section I

Enjeux et choix de l'interprétation	63
--	----

§ 1. Les enjeux de la méthode d'interprétation retenue	63
§ 2. État de la jurisprudence	65

Section 2

Fondements de l'interprétation étroite	72
---	----

§ 1. Un argument de procédure : l'interdiction de statuer « <i>ultra petita</i> »	73
A. <i>Le principe dispositif</i>	73
B. <i>Tempérament : l'extension de l'objet de la requête</i>	76

§ 2. Un argument de fond : le précepte de la séparation des fonctions	79
A. L'évolution du pouvoir d'injonction, de l'affaire Zoete à la loi du 20 janvier 2014	79
B. L'exclusion de principe du pouvoir de réformation	85
C. L'annulation partielle et les frontières de la réformation	88

CHAPITRE IV

INCIDENCE PRATIQUE DE L'EXÉCUTION SUR LA MANIÈRE DE RÉDIGER UNE REQUÊTE

Section 1

La décision implicite de rejet rattachée à une décision explicite

§ 1. Le Conseil d'État annule mais ne donne rien	95
§ 2. L'arrêt <i>Vanassche Firefighting Engineering</i> prononcé par l'assemblée générale	99
§ 3. Analyse et jurisprudence postérieure	101

Section 2

L'opération complexe et les actes préparatoires

Section 3

La connexité

§ 1. De la connexité d'affaires à la connexité d'actes	110
§ 2. Typologie des actes connexes	112
§ 3. L'extension de l'objet de la requête en cours de procédure	115

Section 4

L'acte détachable et le contrat

§ 1. Influences d'un contrat et de ses actes détachables sur l'office du juge administratif	117
A. Le contrat, sa validité, son exécution, son interprétation et sa dissolution	117
B. Les actes détachables du contrat	120
C. L'intérêt au recours dirigé contre un acte détachable lorsque le contrat est conclu	121
§ 2. Influences de l'annulation d'un acte détachable sur un contrat	122
A. Un exemple topique : l'affaire E.G.T.A. Contractors Antwerpen contre SOFIBRU et Région de Bruxelles-Capitale	124
B. Evolutions législatives et jurisprudentielles récentes	130
C. L'incidence de l'annulation d'un acte administratif peut affecter un contrat dont il n'est pourtant pas l'acte détachable	137

TITRE II

L'arrêt d'annulation et ses effets

CHAPITRE I

LA PORTÉE RÉTROACTIVE DE L'ARRÊT D'ANNULATION

Section 1

L'acte annulé est censé n'avoir jamais été accompli 143

§ 1. Applications en fonction publique 146

§ 2. Applications en aménagement du territoire et en urbanisme 149

Section 2

Le temps a-t-il suspendu son vol ? 150

Section 3

Faut-il croire en la résurrection administrative ? 153

CHAPITRE II

TEMPÉRAMENTS À LA PORTÉE RÉTROACTIVE DE L'ARRÊT D'ANNULATION

Section 1

Le tempérament législatif, l'article 14ter des LCCE 158

§ 1. Bref aperçu de droit comparé 158

§ 2. Historique de la disposition 160

§ 3. Constitutionnalité de la disposition et réserve européenne 161

§ 4. Modalités et applications 165

§ 5. Une disposition dont la simplicité n'est qu'apparente 169

Section 2

Les tempéraments jurisprudentiels 174

§ 1. La théorie du fonctionnaire de fait 174

§ 2. L'expérience acquise par un agent irrégulièrement nommé ou promu 178

A. *Présentation de la problématique* 178

B. *Les arrêts Verheyden et Bauwens prononcés par l'assemblée générale* 181

C. *Jurisprudence postérieure* 185

§ 3. L'aiguillage procédural ou le fait résistant à la fiction 185

CHAPITRE III

L'AUTORITÉ ABSOLUE DE CHOSE JUGÉE INHÉRENTE À L'ARRÊT D'ANNULATION

Section 1	
L'affirmation	189
Section 2	
Les justifications	193
§ 1. Le caractère objectif du recours pour excès de pouvoir	193
§ 2. Le caractère institutionnel et organique du recours pour excès de pouvoir	194
Section 3	
Les limitations	198
§ 1. Les voies de recours ouvertes à l'encontre de l'arrêt d'annulation	198
§ 2. La limitation jurisprudentielle par le biais de la renonciation implicite	200

CHAPITRE IV

RÉPERCUSSIONS COLLATÉRALES DE L'ANNULATION

Section 1	
L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes dérivés	206
§ 1. Contours de l'hypothèse de travail	206
§ 2. L'acte dérivé considéré comme simplement illégal	209
§ 3. L'acte dérivé considéré comme « <i>inopérant</i> », « <i>privé de force matérielle</i> »	213
§ 4. La réouverture du délai de recours en annulation contre l'acte dérivé	217
Section 2	
L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes identiques	219
§ 1. Présentation de l'acte identique	219
§ 2. Le succès de Mademoiselle De Block et la course-poursuite désespérée consécutive	221
Section 3	
L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes contraires	225
§ 1. Présentation de l'acte contraire	225

§ 2. Annulation d'un refus et acte contraire	226
§ 3. Annulation d'une mesure de désinvestiture et acte contraire	228
A. La réintégration	229
B. La reconstitution de carrière	233
C. Le rappel de traitement ou l'indemnisation	235

CHAPITRE V INSTRUMENTS DESTINÉS À FACILITER L'EXÉCUTION DE L'ARRÊT

Section I

Les ressources contenues dans les lois coordonnées 241

§ 1. L'injonction	242
§ 2. L'astreinte	245
§ 3. La substitution	248
§ 4. L'appui à l'exécution	252

Section 2

Au-delà des dispositions spécifiques au Conseil d'État 256

§ 1. Les remèdes administratifs	257
§ 2. L'appel aux médiateurs institutionnels	258
§ 3. Les remèdes juridictionnels	261

Section 3

Aperçu de droit comparé 262

§ 1. L'exécution des jugements administratifs au-delà des frontières	263
§ 2. La section du rapport et des études du Conseil d'État de France	265

CHAPITRE VI ACTE ATTAQUÉ ILLÉGAL ET ABSENCE D'ANNULATION

Section I

Le retrait 271

§ 1. Conditions	273
A. L'illégalité de l'acte	274

B. Le délai	276
C. Imputabilité de l'illégalité ?	278
§ 2. Le retrait et l'annulation, éléments de comparaison	279

Section 2

La boucle administrative ?

§ 1. Sa genèse compliquée	281
§ 2. L'annulation par la Cour constitutionnelle	285

TITRE III

La réfection de l'acte annulé

CHAPITRE I

LA CORRECTION DE L'ILLÉGALITÉ

Section 1

La réfection-corrrection

§ 1. Seule l'interdiction de répéter l'illégalité découle de l'autorité de chose jugée	294
§ 2. Impartialité de l'autorité et détournement de pouvoir	296
§ 3. Nature du vice et manières de le corriger	299
A. La classification des vices et ses limites	299
B. Un exemple concret : l'affaire des échelles de traitement préférentielles octroyées aux ingénieurs de la Région wallonne	304

Section 2

La réfection obligatoire

Section 3

La réfection facultative

Section 4

La réfection impossible

§ 1. L'absence de base légale	314
§ 2. Certaines insuffisances de motifs de fait ou de droit	316
§ 3. L'expiration d'un délai impératif ou d'un délai raisonnable	316
§ 4. L'acte détachable d'un contrat non annulé et d'autres réfections vides de sens	320

Section 5

La réfection de l'acte annulé opérée par le législateur

CHAPITRE II LE DÉLAI DE RÉFECTION

Section 1

Présentation de la problématique en quelques distinctions 325

Section 2

La restitution d'un délai complet 327

- § 1. Lorsque l'auteur de l'acte annulé était saisi d'un recours organisé 328
- § 2. Lorsque l'auteur de l'acte annulé était saisi d'une demande 329
- § 3. Lorsque l'auteur de l'acte annulé exerçait une tutelle obligatoire 330
- § 4. Les situations incertaines demeurent en nombre 330

Section 3

La partie non échue du délai 333

Section 4

L'absence de nouveau délai 338

Section 5

Délai d'ordre et délai raisonnable 340

Section 6

Le délai « mutant » 343

Section 7

Octroi d'un nouveau délai et retrait d'acte 347

CHAPITRE III LE DROIT APPLICABLE

Section 1

Tempus regit actum 351

Section 2

Tempéraments 353

- § 1. La compétence ligotée et la compétence complètement liée 353
- § 2. La disposition transitoire 355

CHAPITRE IV LES ACTES PRÉPARATOIRES

Section 1

Enjeux du sort réservé aux actes préparatoires	360
---	-----

Section 2

Les actes préparatoires irréguliers	363
--	-----

§ 1. Identification	363
---------------------------	-----

§ 2. Réfection	365
----------------------	-----

Section 3

Les actes préparatoires réguliers	366
--	-----

§ 1. Les actes préparatoires réguliers demeurent valables	366
---	-----

§ 2. Possibilité de recommencer l'ensemble de la procédure	368
--	-----

§ 3. Actualisation des données : faculté, obligation ou interdiction ?	370
--	-----

CHAPITRE V EFFET RÉTROACTIF ET RÉFECTION

Section 1

L'absence d'effet rétroactif	378
---	-----

Section 2

Réfection et effet rétroactif obligatoire	379
--	-----

§ 1. Compétence ligotée et compétence « complètement liée »	379
---	-----

§ 2. Difficultés d'identification de la compétence ligotée	383
--	-----

Section 3

Le tempérament législatif	386
--	-----

Section 4

Le tempérament jurisprudentiel	389
---	-----

§ 1. Une grande variété de situations	389
---	-----

§ 2. Illustration de la problématique à travers les péripéties liées à l'application de l'A.R.P.G.	391
---	-----

§ 3. Nécessité d'assurer la sécurité juridique, la continuité du service public et la stabilité des situations	395
--	-----

§ 4. Les deux principaux garde-fous : l'absence d'immixtion dans les procédures juridictionnelles en cours et le respect des droits acquis	399
--	-----

§ 5. Effet rétroactif et sanction disciplinaire	403
---	-----

TITRE IV

Les incidences pécuniaires de l'arrêt du Conseil d'État

CHAPITRE I

L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE DE L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT À L'AUNE DE LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES JURIDICTIONNELLES

Section 1

Bref rappel de l'organisation du contentieux administratif en droit belge 412

- § 1. Le juge judiciaire est aussi le juge naturel de l'administration 412
- § 2. Une illustration de jonction inachevée : l'intérêt au recours en annulation mû
par l'introduction d'une action judiciaire ultérieure 414

Section 2

L'arrêt d'annulation et le juge judiciaire 418

Section 3

L'arrêt de rejet et le juge judiciaire 419

- § 1. L'arrêt de rejet et le contrôle de légalité des actes administratifs
par le juge judiciaire 420
 - A. L'arrêt du 22 octobre 1970 (fixation des loyers de logements sociaux) 420
 - B. L'arrêt du 24 mars 1977 (taxe sur les charbonnages) 422
- § 2. L'arrêt de rejet et le contentieux judiciaire de la responsabilité délictuelle
de l'administration 424
 - A. Les conclusions du Procureur général précédant l'arrêt Cuvelier du 16 décembre 1965 424
 - B. L'arrêt Valkenborg du 7 novembre 1975 et son commentaire doctrinal 427
 - C. L'arrêt Région wallonne c. Betonac du 9 janvier 1997 429
- § 3. Mise en perspective et prospective 431
 - A. Essai de synthèse 431
 - B. Les solutions retenues sont-elles opportunes ? 432
 - C. L'article 159 de la Constitution a-t-il la portée qu'on lui prête ? 433
 - D. L'article 23 du Code judiciaire, clé ou nœud du problème ? 434
 - E. Le changement, est-ce pour maintenant ? 435

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ EXTRA CONTRACTUELLE DE L'AUTORITÉ

Section 1	
L'article 1382 du Code civil et l'arrêt d'annulation	441
Section 2	
La faute	443
§ 1. Excès de pouvoir, chose jugée et faute civile	443
A. <i>Le juge judiciaire demeure maître de la qualification juridique de la faute</i>	443
B. <i>L'arrêt du 13 mai 1982 (taxe de démergement)</i>	445
C. <i>Jurisprudence postérieure et perspectives</i>	450
§ 2. Erreur invincible et autres causes d'exonération	454
Section 3	
Le lien de causalité	459
Section 4	
Le dommage	464

CHAPITRE III

L'INDEMNITÉ RÉPARATRICE

Section 1	
L'indemnité réparatrice, nouveau mode réparatoire	468
§ 1. Contexte constitutionnel, législatif et réglementaire	468
§ 2. Une notion autonome	470
§ 3. <i>Electa una via</i>	471
Section 2	
Considérations procédurales	473
§ 1. Qui ?	473
§ 2. Quand ?	474
§ 3. Comment ?	474
§ 4. Instruction, arrêt et voies de recours	475

Section 3

Les trois éléments constitutifs	477
§ 1. L'existence d'une illégalité	478
§ 2. Le lien de causalité	481
§ 3. Le préjudice	482
A. <i>L'indemnité réparatrice doit tendre vers la réparation intégrale... du reliquat</i>	482
B. <i>La réfection, utile préalable à la détermination de l'indemnité réparatrice</i>	483
C. <i>La démonstration du préjudice incombe au demandeur</i>	485
D. <i>L'indemnité réparatrice n'équivaut pas au choix arbitraire d'une somme quelconque</i>	486
Index alphabétique	489